

## FOOTBALL

LES TROIS POINTS POUR L'USMH ET 4 MATCHES À HUIS CLOS POUR LA JSS

## Un verdict et des interrogations

**La commission de discipline de la LFP, présidée par Abdelhamid Haddadj, a tranché dans l'affaire du match JS Saoura-USMH Harrach qui n'est pas allé à son terme suite à l'envahissement du terrain du stade de Béchar.**

L'arbitre de la rencontre, Abid Charef, ayant constaté «l'absence de sécurité», a décidé l'arrêt définitif de la partie alors que les Harrachis menaient au score (1-2). La CD de la Ligue de football professionnel a reçu toutes les pièces concernant ce dossier. Les membres de la commission ont même demandé (à qui ?) un complément d'informations à ce sujet. Ce complément a conclu à la responsabilité du club de la JSS dans ces graves dérapages sans épargner les Harrachis qui paieront, tout compte fait, une amende de l'ordre de 100 000 DA, «sans préjudice des indemnités financières qui seront demandées par le gestionnaire du stade au constat de dégradation de matériel». Quelque part, la commission de Haddadj reconnaît l'implication des fans d'El-Harrach dans ce

qui s'est passé vendredi dernier à Béchar. Pourtant, à l'annonce du verdict, c'est la JSS qui paie le plus gros des pots cassés. Outre les points du match, la JS Saoura ayant été déclarée défaite sur tapis vert, est contrainte de disputer quatre matches à huis clos dont deux à l'extérieur, en plus d'une amende de 200 000 DA, a indiqué le P-V n°08 daté du 5 novembre publié, hier, sur le site de la Ligue de football professionnel (LFP). La JSS sera, par ailleurs, privée de l'indemnité due au titre des droits de télévision. Le verdict de la LFP, permet à l'USMH de partager à nouveau le leadership avec l'ES Sétif (20 points) alors que la JSS régresse à la 11<sup>e</sup> place (12 points).

#### Le WAT et le MCO également pénalisés

Si la décision de suspendre le terrain de Béchar



Photo : DR

pour deux matches (contre l'USMA et l'ASO) était attendue puisque consignée dans le barème disciplinaire notamment son point relatif à l'arrêt définitif des matches pour cause d'envahissement du terrain, la sanction complémentaire (huis clos à l'extérieur) est abusive. Le WAT et le MCO, à qui les gars de la Saoura rendront visite à l'occasion des 10<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> journées, n'ont pas à payer pour des incidents qui se sont déroulés à mille lieues de leurs stades respectifs (Akid Lotfi et Zabana en l'occurrence). A moins que Haddadj et ses pairs de la CD soient des visionnaires et imaginent un envahissement des terrains de Tlemcen et d'Oran par les fans de la JSS, cette sanction est inique puisqu'elle prive les deux clubs de

l'Ouest, outre du soutien de leurs supporters, des recettes générées par ces deux rendez-vous contre le néo-promu. Autrement vu, les matches à huis clos à Tlemcen et Oran peuvent s'avérer une «compensation» concédée aux gars de la JSS dont l'équipe réussit parfaitement ses sorties à l'extérieur (victoire à Bordj Bou-Arreridj et deux nuls respectivement à El-Eulma et Batna). A propos de ce complément de sanction, le communiqué de la LFP ne donne pas d'explication, encore moins une référence réglementaire. Dans le barème disciplinaire révisé en juin 2012, l'article 72 point 2 traitant de l'envahissement de terrain entraînant l'arrêt définitif de la partie stipule, «un match perdu par pénalité au (x) club(s) fautif(s), deux matches à huis clos au (x) club (s) fautif (s), un (1)

an de suspension ferme de toute fonction officielle pour le dirigeant fautif et cent cinquante mille dinars (150 000 DA) d'amende au (x) dirigeant(s) fautif (s). Le ou les club (s) fautif (s) seront privés de l'indemnité due au titre des droits de télévision».

L'article suivant (73) traitant les «incidents graves» propose une aggravation de la sanction (match perdu, six matches à huis clos et 400 000 DA d'amende en sus de la privation du club fautif de ses droits TV). Le point 1 du même article évoquant «tous les incidents graves sans dommages physiques survenus et signalés sur la feuille de match et entraînant l'arrêt définitif de la rencontre» propose, quant à lui, «un match perdu par pénalité, quatre matches à huis clos et 300 000 DA d'amende».

L'on ne peut, alors, que soupçonner l'ijtihad (effort de réflexion) de la commission Haddadj soit une forme de règlement de comptes envers un club qui dérange. Ce n'est pas un hasard, en effet, que la JSS soit traînée dans la boue dans une affaire de graves violences de ses fans une semaine après les accusations livrées à l'opinion publique concernant une tentative de corruption de la part du président de la JSS de plusieurs joueurs du CA Batna. Une affaire qui risque, elle aussi, d'être noyée dans une enquête qui s'estompera dès lors que le boss de la JSS, Mohamed Zerouati, aura quitté le milieu du football.

M. B.

### Troubles à Béchar

Des manifestations et troubles à l'ordre public ont eu lieu hier matin à Béchar, après l'annonce des sanctions infligées à l'équipe locale de la JS Saoura par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), a constaté un journaliste de l'APS. D'importantes forces de maintien de l'ordre ont été déployées à travers plusieurs endroits de la ville pour rétablir l'ordre. «Aucune arrestation n'a été enregistrée pour le moment par les forces de l'ordre qui continuent à faire face à la situation», a indiqué un responsable de la Sûreté de wilaya.

### MOHAMED ZEROUATI ANNONCE SA DÉMISSION

## «C'est une grosse injustice»

**Le président de la JS Saoura, Mohamed Zerouati, a annoncé hier sa démission de son poste en réaction aux sanctions infligées à son équipe par la CD/LFP, dans l'affaire de son match arrêté face à l'USMH.**

«C'est une grosse injustice à l'encontre de notre équipe. Certains ne veulent pas

de nous en Ligue 1, et puisque c'est le cas, j'ai décidé de démissionner», a-t-il déclaré à l'APS. «Si ça ne tient qu'à moi, j'aurais décidé de retirer notre club de la compétition. Nous avons des preuves inculquant les supporters Harrachis, en étant les principaux responsables de l'arrêt de la rencontre, sans parler des dégâts énormes occasionnés dans les vestiaires par ces mêmes

supporters, et à l'arrivée l'USMH s'en sort avec une simple amende de 100 000 DA», a contesté Zerouati. Interrogé si la direction de la JSS a l'intention de déposer un recours auprès de la FAF, le président du club sudiste s'est dit «non concerné» par les prochaines mesures à prendre par sa formation, du moment qu'il a décidé de «se retirer de la scène footballistique».

### MOHAMED LAÏB :

## «Je n'ai pas douté de la compétence de la CD/LFP»

Le président de l'USMH, Mohamed Laïb, s'est dit lundi soulagé après la décision de la commission de discipline de la LFP, de donner le gain du match à son équipe dans l'affaire qui l'a opposée à la JSS. «Je n'ai jamais douté de la compétence de la commission de discipline qui a fini logiquement par nous donner les trois points de la victoire, après les incidents survenus lors de cette rencontre», a-t-il affirmé à l'APS. «Après étude des dossiers présentés par les deux clubs, la commission de discipline n'a fait qu'appliquer la réglementation en vigueur dans ce genre d'affaires», a-t-il ajouté.

## MÉMENTO Hogra !

Les vieux démons sont de retour. La faute à un ballon pas toujours enclin à justifier ses humeurs et ses violences. La faute aussi à des gestionnaires qui croient la loi mais l'appliquent à leur guise. Et la commission de discipline de la LFP commandée par Abdelhamid Haddadj, chimiste de formation, est l'incarnation de cette flétrissure portée à une pratique où le fair-play et l'équité sont des règles cardinales. En prononçant son verdict dans l'affaire JSS-USMH, cette structure a fait plus qu'une application stricte des mesures prévues par le barème disciplinaire revu et corrigé en juin dernier. Haddadj et sa commission ont fait carrément dans l'ijtihad en pénalisant le club de Béchar, son invité du jour, l'USMH mais également ses deux prochains hôtes, le WAT et le MCO, qui devront l'accueillir dans leur jardin sans la présence de leurs galeries. Une invention qui nous rappelle tristement le passé noir de cette commission qui s'était, déjà en 2001, montrée ingénieuse en décidant la rétrogradation du MCA, suite à l'arrêt du match CAB-MCA. Cette même structure se «révélera» de nouveau en 2008 dans ce qui était connu comme l'affaire Khellidi qui a failli coûter le renvoi en D2 du RC Kouba. L'histoire étant un éternel recommencement, nous revoilà donc à subir les mêmes ingrédients d'une gestion boiteuse d'un dossier tout ce qu'il y a de classique qui finit par devenir une affaire d'Etat. Car, à Béchar, et partout dans le Grand-Sud, la sanction infligée à l'équipe de football de la Saoura, club créé en 2008 et qui a réussi à intégrer la Ligue 1 grâce à l'investissement de son président, est une injustice, une «hogra» comme se plaisent à marmonner nos compatriotes à chaque fois que les lois sont piétinées. Les supporters de la JSS ont fauté en s'en prenant à leurs hôtes d'El-Harrach. Mais cette attitude violente aussi condamnable qu'injustifiable était-elle la panacée d'une réaction ou bien d'un acte délibéré de nuire à autrui ? Avant l'arrêt définitif de la partie par Abid Charef, les joueurs de Saoura venaient de réduire le score (1-2) et il restait un peu plus de 20 minutes avant la fin réglementaire du match. S'attaquer aux supporters de l'USMH n'était pas le moyen approprié pour que les Bécharis remontent le score. La CD de la LFP, qui explique qu'elle a prononcé ce verdict sur la base des rapports mais aussi des auditions des parties concernées, reconnaît implicitement la responsabilité des fans de l'USMH, en infligeant une amende (10 millions de centimes) et en prévenant le club banlieusard qu'il doit aussi s'acquitter des «indemnités financières qui seront demandées par le gestionnaire du stade suite au constat de dégradation de matériel». C'est ce sentiment de «deux poids, deux mesures» qui a motivé l'écatement, hier, de troubles dans plusieurs quartiers de la capitale de la Saoura. Une ville qui déblatérât déjà à l'annonce d'une tentative de corruption de la part de la direction de la JSS des joueurs du CAB... M. B.

## Publicité



## Les températures baissent en automne, les prix aussi chez SUZUKI !

**DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE**

# M800

Au prix de

## 599.000 DA TTC

Soit une remise de 31.000 DA

Taxe véhicules neufs incluse. Offre valable du 6 au 14 novembre 2012 dans tout le réseau SUZUKI dans la limite du stock disponible.

**Elsecom Automobiles - Distributeur Officiel Suzuki**  
Tél. : 021 51 01 50 - 021 51 78 16 / 93 - 0770 53 30 19  
0770 53 36 38 / 39 - 0770 26 36 85 - 0770 53 29 97  
Site web : [www.elsecom-auto.com](http://www.elsecom-auto.com)

Rejoignez-nous sur Facebook  
[www.facebook.com/suzuki.algerie](http://www.facebook.com/suzuki.algerie)

**SUZUKI** Way of Life!